L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 2 OCTOBRE.

Conditions prescrites pour l'enregistrement.

ARTICLE 99 DE LA CONSTITUTION

Art. 99. Il est interdit aux personnes suivantes de voter ou d'occuper aucun emploi: toute personne qui aura été convaincue de trahison, de parjure, de faux, de corruption et d'autre crime punissable par l'emprisonnement au pénitencier et toute personne en état d'interdiction.

Toutes les personnes qui sont empêchées de réclamer le droit de suffrage parce qu'elles ont abjuré leur allégeance au gouvernement des Etats-Unis, ou parce qu'elles leur ont notoirement fait la guerre, ou qu'elles ont donné adhésion à leurs ennemis, ou leur ont donné aide et encouragement, mais qui ne se sont pas expatriées et qui n'ont été convaincues d'aucun des crimes mentionnés dans le premier paragraphe de cet article, sont par la présente restaurées dans le dit droit, *excepté celles qui suivent:*

Celles qui ont occupé un emploi civil ou militaire, pendant un an ou plus, sous l'organisation dite "Les Etats Confédérés d'Amérique," celles qui se sont enregistrées comme ennemis des Etats-Unis; celles qui ont agi comme chefs de bandes de guérillas pendant la dernière rébellion; celles qui, pour la défense de la trahison, ont écrit ou publié des journaux ou prêché des sermons pendant la dernière rébellion; et celles qui ont voté pour et signé l'ordonnance de sécession.

Aucune des personnes comprises dans ces exceptions ne votera ou n'occupera d'emploi jusqu'à ce qu'elle se soit affranchie elle-même en écrivant et en signant volontairement un certificat déclarant qu'elle reconnaît que la dernière rébellion a été un tort moral et politique, et qu'elle regrette d'y avoir donné aide et encouragement, et elle devra déposer le certificat au bureau du secrétaire d'Etat, et ce certificat sera publié dans le journal officiel, pourvu qu'aucune personne qui, avant le 1er janvier 1868, aura été en faveur de l'exécution des lois des Etats-Unis vulgairement appelées actes de reconstruction du Congrès, et qui aura ouvertement et activement assisté les gens loyaux de l'Etat dans leurs efforts pour rétablir la Louisiane dans sa position dans l'Union, ne soit tenue comme comprise parmi celles qui sont ici exceptées. Les enregistreurs accepteront le serment de cette personne comme preuve *primâ facie* du fait qu'elle a droit aux avantages de ce *proviso*.

Pour les autres conditions voir la loi en tête de la troisième page.

L'enregistrement des votants.

Voici le texte de la loi votée récemment par la Législature et approuvée le 7 septembre par le gouverneur.

Acte pour créer un Bureau d'enregistrement pour veiller à l'enregistrement des électeurs qualifiés de l'Etat.

Sec. 1. Il est décrété &c.— Que le gouverneur, de l'avis et du consentement du Sénat, nommera immédiatement un Bureau, composé d'un chairman et de deux membres, qui constitueront le Bureau d'enregistrement, et dont la fonction sera de faire enregistrer tous les électeurs qualifiés de l'Etat, conformément aux dispositions de la Constitution, et le dit Bureau tiendra ses réunions et aura son siège à la Nlle-Orléans, et le terme de ses fonctions expirera le 15 décembre 1868.

Sect. 2. Que le dit Bureau est requis de nommer un certain nombre de préposés, nombre ne dépassant pas trois pour chaque paroisse, excepté pour la paroisse d'Orléans où le Bureau nommera un nombre d'enregistreurs ne dépassant pas trois dans chaque district municipal de la Nouvelle-Orléans, et ne dépassant pas trois pour la rive droite. Les fonctions de ces enregistreurs commenceront le 10 septembre 1868, ou aussitôt qu'ils seront nommés, et expireront le 10 novembre 1868. Les enregistreurs recevront chacun 3 dollars par jour pendant le temps de leur service actif, et les préposés cinq dollars, ceux-ci seront en outre remboursés de leurs dépenses de voyage sur production de pièces et affidavits, les comptes devront être envoyés au Bureau d'enregistrement et approuvés avant d'être payés. Les préposés avant d'entrer en fonctions prêteront le serment constitutionnel et en transmettront une copie au Bureau.

Sec. 3. Les enregistreurs donneront bonne et solvable caution de $1,000, &c.

Sec. 4. Les préposés de chaque paroisse, excepté de celle d'Orléans, tiendront leur bureau à la maison de Cour, et pourront établir d'autres bureaux au nombre de trois au plus, si cela est nécessaire pour permettre aux électeurs de s'enregistrer avec aussi peu d'inconvénients que possible, et, dans tous les cas, publication des endroits ainsi choisis par les enregistreurs et les préposés sera faite pendant 30 jours dans le journal officiel. Dans la paroisse d'Orléans le bureau d'enregistrement établira des bureaux dans les districts à tels endroits qu'il jugera utile pour faciliter l'enregistrement des votants aussi vite que possible.

Sec. 5. Ledit Bureau d'enregistrement ou les préposés nommés pour chaque paroisse, requerront chaque personne, avant de l'enregistrer comme votant, de prêter et de signer un des affidavits suivants, selon le cas, et tout membre du Bureau d'enregistrement ou tout préposé sera autorisé à administrer lesdits serments:

"Je —— jure (ou affirme) solennellement que je suis âgé de 21 ans, que je suis né (ou que j'ai été naturalisé, selon le cas,) aux Etats-Unis et que je suis sujet à leur juridiction, et que j'ai été résident de l'Etat de la Louisiane depuis le —— jour de —— et résident de cette paroisse depuis le —— jour de —— et que je ne suis privé de la franchise pour aucune des cas énoncées dans le paragraphe 1er de l'art. 99 de la Constitution de cet Etat."

"Et je jure (ou affirme) en outre solennellement que je n'ai occupé aucun emploi civil ou militaire, pendant un an ou plus, sous l'organisation intitulée "Etats Confédérés d'Amérique", que je ne me suis jamais enregistré comme ennemi des Etats-Unis; que je n'ai jamais agi comme chef de bandes de guérillas pendant la dernière rébellion; que je n'ai jamais, pour appuyer ou défendre la trahison, écrit ou publié des articles ou prêché des sermons pendant la dernière rébellion, que je n'ai jamais voté ou signé l'ordonnance de sécession dans aucun Etat."

Pourra être dispensé du dernier paragraphe le postulant à l'enregistrement qui produira à l'enregistreur ou au préposé une attestation du secrétaire d'Etat, indiquant qu'il s'est relevé de l'incapacité contenue dans les clauses du dit article, en écrivant et en signant volontairement un certificat établissant qu'il reconnaît que la dernière rébellion était un tort moral et politique, et qu'il regrette toute assistance et tout encouragement qu'il peut y avoir donné, et indiquant que le dit certificat a été enregistré dans le bureau du secrétaire d'Etat et publié dans le journal officiel, ainsi que cela est requis par l'art. 99 de la Constitution et par l'acte de cette Assemblée générale qui prescrit les formes requises pour ce certificat, son enregistrement et sa publication, et si le postulant à l'enregistrement a perdu ou égaré la dite attestation du secrétaire d'Etat, il sera requis de souscrire, à la place l'affidavit suivant:

"Je —— jure (ou affirme) solennellement que j'ai volontairement écrit et signé un certificat exposant que je reconnais que la dernière rébellion était un tort moral et politique, et que je regrette toute assistance et tout encouragement que j'ai pu y avoir donnée, et que j'ai fait enregistrer ledit certificat au bureau du secrétaire d'Etat, et qu'il a été publié dans le journal officiel, suivant les prescriptions de l'art 99 de la Constitution et selon les formes prescrites par cette assemblée générale, et que j'ai perdu ou égaré l'attestation du secrétaire d'Etat établissant les faits ci-dessus"

Le fait que le postulant prêtera serment et signera les affidavits requis par la partie qui précède de cette section, n'empêchera pas les enregistreurs et les préposés de recevoir d'autres témoignages ou preuves montrant que le postulant n'a pas droit à être enregistré, et ils auront le droit d'examiner sous serment, lequel serment sera administré par eux ou par toute autre autorité compétente, tous témoins pour prouver tout fait relatif au droit de quiconque à s'enregistrer, et ils décideront d'après les preuves si le postulant a droit à être enregistré. Cette décision sera sujette à appel devant le Bureau d'enregistrement, qui aura le pouvoir de statuer sur ces appels.

Que si un postulant prétend être relevé des incapacités contenues dans la seconde clause de l'affidavit susmentionné, en vertu du *proviso* de l'art. 99 de la Constitution il sera requis de prêter et souscrire l'affidavit qui suit:

"Je—jure (ou affirme) solennellement qu'avant le premier janvier 1868 j'ai favorisé l'exécution des lois des Etats-Unis connues vulgairement sous le nom d'actes de reconstruction du Congrès et que j'ai ouvertement et activement aidé les gens loyaux de l'Etat dans leurs efforts pour restaurer la Louisiane dans sa position dans l'Union."

Toute personne qui fera un faux serment à l'appui d'un des affidavits ci-dessus ou d'une de leurs clauses, sera considérée comme coupable de parjure et sur conviction sera punie suivant les prescriptions de la loi.

Sec. 6. Il sera du devoir des préposés d'enregistrer dans un bon et solide registre, préparé dans ce but, les noms de tous les votants dûment qualifiés résidant dans leurs districts respectifs; les détails suivants seront mentionnés, dans l'ordre suivant: date de l'enregistrement, numéro, nom, résidence, ward ou précinct, temps de résidence dans la paroisse et l'Etat, si le postulant est natif ou naturalisé, avec la signature ou la marque du votant, et dans le cas où le votant fera sa marque, l'enregistreur l'attestera, et le Bureau d'enregistrement fera faire un duplicata du dit enregistrement, lequel duplicata sera déposé, complété, avant l'expiration du terme de ses fonctions au bureau du greffier de la Cour dans chaque paroisse, celle d'Orléans excepté, et le registre original sera déposé aussitôt que l'enregistrement sera complet au bureau du secrétaire d'Etat.

Sect. 7. Tout citoyen naturalisé sera requis de produire un certificat de sa naturalisation émanant de la Cour où il a été naturalisé et dans le cas où il aura été naturalisé dans une Cour de cet Etat et où il aurait perdu son certificat, le greffier de la dite Cour devra fournir au dit citoyen, gratis, dans le délai d'une semaine, une copie certifiée de sa naturalisation, et le greffier de toute Cour qui refuserait de le faire serait passible d'une amende de $25 à $100, recouvrable devant toute Cour compétente.

Sect. 8. Si le postulant est né hors des limites des Etats-Unis et est devenu ensuite citoyen autrement que par naturalisation dans les Cours, alors il fera un affidavit et exposera les circonstances par lesquelles il est devenu citoyen, comme la naturalisation de son père, ou sa résidence dans tout Etat ou Territoire qui a été acquis ou cédé aux Etats-Unis, ou de toute autre manière qu'il ait pu, suivant les lois des Etats-Unis, lui donner la qualité de citoyen, pourvu que les affidavits autorisés par cet acte puissent être faits sous serment devant les préposés, mais qu'en aucun cas et en aucune circonstance, ceux-ci ne puissent prélever aucun droit ni demander aucun honoraire, sous peine de destitution.

Sect. 9. Les préposés remettront à chaque citoyen, au moment de son enregistrement, un certificat contenant exactement les mentions faites sur le registre original quant aux numéros, noms, résidence, etc., et la présentation de ce certificat aux commissaires d'élection servira de preuve complète des faits y contenus, et du droit de l'électeur de voter à la date de la délivrance de ce certificat.

Sec. 10. Les préposés devront remettre à tout votant enregistré un duplicata de son certificat sur son affidavit que l'original a été perdu ou détruit, le dit affidavit devant être écrit au dos du dit duplicata.

Sec. 11. Les préposés tiendront un index alphabétique des noms des votants enregistrés, avec le numéro de leur certificat, et un index des noms de tous ceux qui auront refusé d'enregistrer avec référence au folio ou au numéro.

Sec. 12. Le 15 décembre ou avant le dit Bureau d'enregistrement préparera et soumettra un rapport complet du coût et des dépenses du dit enregistrement, du nombre des votants enregistrés dans chaque paroisse, et tous les renseignements qu'ils jugeront convenables, à la prochaine réunion de l'Assemblée Générale.

Sect. 13. Le dit Bureau d'enregistrement, à l'expiration du terme de ses fonctions, déposera au bureau du Secrétaire d'Etat tous les registres et papiers relatifs à l'enregistrement.

Sec. 14. Les dépenses autorisées pour l'exécution de cet acte seront payées par le Trésor de l'Etat, sur pièces probantes, dûment certifiées et approuvées par le Bureau d'enregistrement.

Sec. 15. L'enregistrement des votants de cet Etat cessera neuf jours avant le premier mardi après le premier lundi de novembre 1868, et les préposés à l'enregistrement dans chaque paroisse de cet Etat devront faire et fournir des listes certifiées des votants enregistrés dans chaque precinct ou bureau d'élection de chaque paroisse aux commissaires d'élection de chaque precinct ou bureau d'élection, pour l'usage de ceux-ci dans l'élection ou les élections qui auront lieu en novembre 1868, s'il en est ordonné, et dans toute élection subséquente jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, et faute par les préposés de fournir lesdites listes des votants enregistrés, ils seront passibles d'une amende de $100 au moins et de $500 au plus, recouvrable au nom et au profit de la paroisse où le délit aura eu lieu; et l'avocat de district *pro tempore* de ladite paroisse devra intenter les poursuites contre les délinquants, dès que les faits seront portés à sa connaissance par un des membres du jury de police ou un des commissaires d'élection qui n'ont pas reçu les listes susdites, ou dès qu'il connaîtra lui même les faits ou aura raison de croire qu'ils sont vrais.

Sec. 16. Les préposés à l'enregistrement dans chaque paroisse de l'Etat diviseront la paroisse en autant de precincts qu'ils le jugeront convenable, sans dépasser le nombre fixé par la loi, et indiqueront combien il y aura de bureaux d'élection dans chaque precinct, et à quels endroits, et ils nommeront des commissaires pour chaque bureau d'élection.

Sec 17. Le gouverneur de l'Etat nommera avant toute élection générale, dans chaque paroisse de l'Etat un préposé à l'enregistrement, auquel le greffier de la Cour remettra les registres qui lui auront été remis par les derniers préposés à l'enregistrement, et ce préposé recevra ces registres et en effacera les noms des votants qui sont morts ou qui ont quitté la paroisse, ou qui sont devenus inéligibles pour une cause légale et il y ajoutera les noms de tous ceux qui sont venus résider dans la paroisse depuis le dernier enregistrement, ou qui n'étaient pas alors enregistrés, et de ceux qui ont depuis atteint leur majorité, et il s'occupera en général de compléter l'enregistrement de la paroisse, et il clôra ledit enregistrement neuf jours avant la dite élection générale et fournira aux commissaires d'élection de chaque bureau d'élection des listes de votants enregistrés de leur précinct, et dans lesdits jours qui suivront la dite élection générale lesdits enregistreurs rendront aux greffiers de ces cours les registres avec toutes les additions et modifications qui y auront été faites.

Sec 18 Les préposés à l'élection dans chaque paroisse de cet Etat (la paroisse d'Orléans excepté) devront nommer une ou plusieurs personnes convenables pour assister à chaque bureau d'élection, et qui auront pour fonction de porter la boîte destinée à recevoir les votes au bureau d'élection, de la remettre aux commissaires d'élection, et d'assister lesdits commissaires pendant la durée de l'élection, d'obéir à tous les ordres légaux desdits commissaires, en maintenant l'ordre dans les bureaux ou auprès, en supprimant les émeutes ou les désordres de tout genre, et en faisant les arrestations qui pourront être ordonnées par ces commissaires. Quiconque résistera ou fera opposition à ces personnes dans l'exercice de leurs fonctions, sera sur conviction puni comme il est prescrit pour résistance à un officier.

Sec. 19. Les actes et parties d'actes adoptés précédemment sur l'enregistrement des votants sont rappelés par le présent.

Sec. 20. Cet acte prendra effet du jour de son adoption.

Signé: CHAS. W. LOWELL,
Président de la Chambre des Représentants.
OSCAR J. DUNN,
Lieutenant-gouverneur et président du Sénat.
Approuvé le 7 septembre 1868.
H. C. WARMOTH,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

HUITIEME ETAT ANNUEL DE LA

Compagnie d'Assurance Mutuelle DU STAR,

RUE CARONDELET No 14.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 31 juillet 1868 ... $ 40,673 [illegible]

Savoir:
Sur les risques d'incendie ... $ 30,855 62
Sur les risques de mer ... 5,836 41
Sur les risques de rivière ... 3,979 25 — $ 40,673 [illegible]

Moins:
Pertes sur les risques d'incendie ... $ 4,361 71
Pertes sur les risques de mer ... 5,689 65
Pertes sur les risques de rivière ... 1,079 35 — $ 11,[illegible]
$ 29,193 [illegible]

Frais de bureau, taxes, licences, etc., déduction faite du montant au crédit du compte contingent ... $ 13,236 46
Réassurances ... 2,356 43
Primes remboursées ... 360 11 — $ 15,953 00
$ 13,240 79
15 p. 0/0 alloué aux assurés ... 5,085 56
$ 8,155 [illegible]
Réserve pour risques non expirés ... 6,392 00
$ 1,763 [illegible]

En caisse ... $ 3,369 49
Effets à recevoir ... 302 [illegible]
Scrips d'autres Compagnies d'assurances ... 3,296 00
Primes en voie de perception ... 4,977 94
Balance due sur les billets de souscription, considérés bons ... 75,800 00 — $ 87,739 [illegible]

Valeurs douteuses portées au compte suspendu ... $ 26,802 [illegible]

Extrait correct des livres de la Compagnie,
LLOYD R. COLEMAN, président,
CHS. ENGSTFELD, secrétaire.
Assermenté et signé devant moi, ce 25 août 1868,
JOHN F. MONTAMAT, 2me Juge de Paix.

La Compagnie d'assurance Mutuelle du Star, en mettant sous les yeux du public l'état qui précède, a l'honneur d'annoncer en même temps à ses amis que des Listes de Billets de Souscription supplémentaire circulent en ce moment et se signent rapidement; elle espère que cette souscription portera son capital au chiffre d'environ $200,000 et lui permettra d'agrandir le cercle de ses opérations.

La nouvelle direction désire ardemment rendre la Compagnie utile et prospère; elle espère que les efforts qu'elle fait dans l'intérêt d'une des plus anciennes institutions de la Nouvelle-Orléans auront l'approbation cordiale et le secours généreux de notre population.

A l'élection qui a eu lieu le 20 juillet 1868, les messieurs dont les noms suivent ont été élus Directeurs pour l'année.

DIRECTEURS:
W. C. C. CLAIBORNE, ARTHUR FORSTALL,
ADOLPHE SCHREIBER, B. LAPLACE,
FORRESTER DOLHONDE, J. A. BRASELMAN,
CHS. G. JOHNSON, ROBERT L. MOORE,
J. P. TODD, B. GERSON,
R. L. BRUCE, EDWARD COCHRAN.

A une réunion des nouveaux Directeurs, le 17 août 1868, M. LLOYD R. COLEMAN a été réélu président et M. Chs. Engstfeld a été réélu secrétaire.
CHS. ENGSTFELD, secrétaire.
28 août—1mo

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 31 mai 1868 ... $180,575 [illegible]
Primes d'incendie ... $138,805 00
Primes de mer ... 27,489 31
Primes de rivières ... 14,280 15 — 180,575 46
Moins primes remboursées ... 4,567 97
Montant en réserve pour risques non expirés ... 50,620 42 — 55,188 39
Montant net des primes ... [illegible] 17

Pertes payées:
Pertes par l'incendie ... 35,086 15
Pertes sur mer ... 35,632 45
Pertes sur rivières ... 4,737 96
75,456 56
Ré-assurances ... 11,904 94
Dépenses, intérêt ... 20,962 87
Taxe et souscriptions ... 19,296 67
25 et 15 0/0 d'escompte ... 38,480 45
Réservé pour pertes non réglées ... 10,000 00 — 176,461 22
Bénéfice net ... 30,026 95

L'actif de la Compagnie est comme suit:
Billets pour actions ... 216,000 00
Effets ... 3,595 88
à par comptes individuels ... 29,996 77
Prêts sur garanties, sur demande ... 64,976 66
Prêts sur hypothèque ... 21,000 00
Garanties de la ville ... 5,490 00
Garanties des Etats-Unis ... 13,167 41
En caisse ... 44,161 00 — 399,636 37

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.
(Signé:) D. MICHEL, Président.
E. MAIER, Secrétaire.
Assermentés et signés, pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1868.
(Signé:) PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
C. T. FORSTER, Vice-Président.
E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—
J. H. Heimer, C. T. Forster,
F. A. Leiling, R. Zuberbier,
Thos. Schorr, O. H. Kartzendick,
Geo. Mers, Louis Schwarz,
Chas. Bendix, G. L. L. Mayer,
L. F. Berje, H. Blasco,
D. Michel, F. Del Bondio,
August Kenig, J. A. Staffer,
Chas. Loeffler, X. Weissenbach,
Julius Hoerner, A. Marks,
F. Frik, J. J. Weckerling,
F. M. Ziegler, J. F. Krantz.
1avril—

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1868:
Primes d'incendie ... $52,825 44
Primes de rivières ... 79,029 20
Primes de mer ... 29,806 00 — $161,66[illegible]

Pertes payées:
Pertes par incendie ... $13,680 30
Pertes sur les rivières ... 34,344 30
Pertes sur mer ... 24,372 70
$122,277 42
Escomptes sur primes ... 30,950 07
Taxes ... 4,790 01
Réassurances ... 3,892 25
Primes remboursées ... 418 00
Dépenses, profits et pertes, etc, intérêts en moins ... 29,820 66 — $197,129 [illegible]
$ 35,526 [illegible]

Actif en caisse ... $72,904 11
Effets à recevoir ... 8,083 92
Meubles ... 3,673 95
Primes dues ... 31,[illegible]
Billets pour actions ... 384,225 00
$502,973 [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
S. B. BUCKNER, président.
.SWEET, secrétaire.
Assermenté et signé, pardevant moi, ce 21 avril 1868.
PARIS CHILDRESS, Juge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, Nlle-Orléans, 22 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir:
Sur les risques d'incendie ... $186,471 86
Sur les risques de mer ... 65,930 [illegible]
Sur les risques de rivières ... 65,402 34 — $317,804 71
Plus, les risques non expirés pour 1866 ... 66,395 00 — $384,[illegible] 71
En moins, les risques non expirés pour 1867 ... $ 66,416 00
Primes remboursées pour 1867 ... 2,508 04 — $ 68,914 [illegible]
Montant net des primes le 31 déc. 1867 ... $321,[illegible]

Pertes payées dans la même période:
Sur les risques d'incendie ... $93,051 12
Sur les risques de mer ... 38,641 76
Sur les risques de rivières ... 35,022 94 — $166,715 82
Plus, réassurances ... $ 2,507 75
Escomptes de prime ... 46,466 27 — 48,974 [illegible]
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt en moins ... 71,610 31
Réserve pour paiement d'intérêt sur scrips dus en 1868 y compris les balances ... 86,213 19 — $394,[illegible]
Bénéfice net ... $ 37,161 [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:
Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $80 c ... $167,200 00
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord à 70 c. ... 86,800 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c. ... 71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c ... 17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 80 c ... 2,400 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 60 c ... 3,600 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c ... 4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc ... 165,455 00
Prêts sur garantie ... 25,100 00
Prêts sur hypothèque ... 52,000 00
Effets à recevoir ... 11,326 [illegible]
Primes dues et en voie de la perception ... 47,125 [illegible]
Scrips d'autres Compagnies d'assurances ... 12,[illegible]
Monnaie n'ayant pas cours ... 4,000 00
Coupons de la ville, dus et non recouvrés ... 15,000 00
En caisse ... 54,974 41 — $767,768 [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
THOMAS SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE. Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé par devant moi, ce 23 janvier 1868.
PARIS CHILDRESS, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de paiement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président,
JOHN G. GAINES, Vice-Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS:
Jno. G. Gaines, R. J. Hart,
Henry Renshaw, Jno. C. Riche,
H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer,
R. Bisco, J. B. Bres,
J. C. Sarelli, Thos. Sloo,
Thos A James. 25 janv—1a

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867:
Sur les risques d'incendie ... $319,936 16
Sur les risques de mer ... 68,[illegible] 44
Sur les risques des rivières ... 22,790 01
Total des primes ... $411,[illegible]
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1867 ... $118,862 00
Primes remboursées ... 4,115 41 — 122,977 41
Montant net des primes ... $291,[illegible]

Pertes: Sur les risques d'incendie ... $[illegible]
Sur les risques de mer ... 21,[illegible]
Sur les risques des rivières ... 19,[illegible] 44 — $140,[illegible]
Taxes ... 14,[illegible]
Ré-assurances ... 3,774 31
Dépenses, moins le compte d'intérêt ... 10,190 [illegible]
Intérêts sur scrips ... 36,[illegible] — $194,[illegible]
Bénéfice ... $97,449 1[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:
Effets à recevoir pour primes ... $8,724 81
Billets garantis et billets hypothécaires ... 218,307 [illegible]
Dû pour primes en voie de perception ... 50,285 [illegible]
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville ... 186,349 44
Scrips des différentes Compagnies d'Assurances ... 23,136 [illegible]
En caisse ... 38,777 [illegible]
555,[illegible]
Moins: Dépréciation des susdits ... 22,[illegible]
Montant net ... $533,[illegible]
Moins: Intérêts de scrips non réclamés ... 7,[illegible]
Intérêts payables sur scrips non encore payés ... 26,[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE. Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi ce 11 janvier 1868.
PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars prochain. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—
George Urquhart, Chs. Lafitte,
A. Rochereau, J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock, A. Schriber,
T. S. Blanchard, John Gauche,
Wm. Stevens, W. T. Williams,
J. A. White, J. Tuyes.
Bureau, rue du Canal, No 111.

Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

ONZIEME ETAT ANNUEL

Des affaires de la Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1868.
Primes sur risques d'incendie ... $110,[illegible]
" " de navires ... 27,314 14
" " de mer ... 33,[illegible]
Risques non expirés le 30 avril 1867 ... 35,941 [illegible]
$226,[illegible]
En moins, primes remboursées ... 4,730 [illegible]
Montant des primes ... 221,[illegible]

Pertes payées dans l'année—
Pertes par l'incendie ... $12,044 10
" sur les rivières ... 35,[illegible]
" sur mer ... 32,080 [illegible]
Total des pertes ... 77,[illegible]
Réassurances ... 9,[illegible]
Dépenses et intérêt de scrip; en moins, escomptes et intérêt ... 19,[illegible]
Taxes et revenu int ... 9,771 06
Vingt cinq et quinze pr cent remboursé ... 25,[illegible]
En réserve pour risques non expirés ... 37,505 [illegible]
$171,[illegible]
Bénéfice net ... 50,[illegible]

L'actif de la Compagnie est:
Prêts garantis ... 17,725 00
" par hypothèque ... 19,160 00
Effets à recevoir pour primes ... 7,359 45
Actions, bons et autres garanties ... 146,[illegible]
Propriétés foncières ... 15,939 [illegible]
Comptes individuels pour primes ... 49,[illegible] 91
En caisse ... 63,[illegible]
Scrips d'autres Compagnies ... 2,095
312,[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie:
A. CHIAPELLA, Président.
J. M. CRAWFORD, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce troisième jour de mai 1867.
S. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré un dividende de vingt piastres par action, lequel sera porté au crédit des actions non encore payées. Des certificats d'actions payés en plein seront délivrés aux actionnaires à partir du 1er juillet 1868.

Les Directeurs ont en outre résolu de racheter vingt cinq pour cent du scrip (non encore payé) de la Compagnie, à partir du 1er juin 1868.

Il sera payé aux porteurs, à partir du 1er juin 1868, six pour cent d'intérêt sur le scrip non encore payé de la Compagnie.

— DIRECTEURS —
A E Bader, A Chiapella, L F Generes,
L Monlor, W B Schmidt, R W Adams,
C Cohn, B Saloy, J J Fernandez,
A Conda, J A Seignouret, P L Millaudon,
J Goldstein, V Burthe, C Bianchi.
14 mai—[illegible]

EUSEBE REGGIO vs. CHARLES ROBERTSON

QUATRIEME COUR de District pour la Paroisse d'Orléans—No 21,[illegible]41—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Hon Quatrième Cour de District pour la Paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix d'octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit:—

1o— Un terrain situé dans le Deuxième District de cette ville autrefois Municipalité No Un, désigné par le numéro Trois de l'îlet numéro Cinquante deux et mesurant, mesure anglaise, vingt-sept pieds de face à la rue Conti sur cent pieds trois pouces et deux lignes de profondeur, entre lignes parallèles. Le tout en conformité d'un plan dressé par Joseph Pilié, ci-devant voyer, daté du 1er mai 1849 et déposé en l'étude de D. L. McCay alors notaire public en cette ville.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, sans exception ni réserve.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de James Murtaugh, suivant acte au rapport du dit notaire McCay, en date du [illegible] juin 1858.

2o—Et la moitié indivise d'un terrain situé dans le Deuxième District de cette, autrefois Municipalité No Un, désigné par le numéro Douze de l'îlet numéro Cinquante, compris entre les rues du Canal et de la Douane, Derbigny et Roman et mesurant, mesure américaine, vingt-sept pieds de face à la rue de la Douane sur cent six pieds huit pouces de profondeur, entre lignes parallèles. Le tout en conformité d'un plan dressé le 1er mai 1849, par Joseph Pilié, alors voyer, et déposé pour recours en l'étude du dit notaire D. L. McCay.

Ensemble avec la moitié indivise des bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, sans exception ni réserve.

Cette propriété appartient au défendeur en sa qualité de légataire universel conjointement avec son épouse, de Pauline Steven Macarty, par le testament de cette dernière, fait le dix août 1852, devant Octave de Armas, notaire public en cette ville, et de plus ayant été reconnu comme tel et envoyé en possession des biens dépendant de la succession de la dite Pauline Steven Macarty, par décret de l'Hon. Deuxième Cour de District de la Nouvelle Orléans, en date du 4 février 1861, ainsi qu'il appert plus amplement d'un acte au rapport de O. Drouet, notaire public en cette ville, en date du [illegible] février 1867

Saisies dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
THOS L. MAXWELL, Shérif de la Paroisse d'Orléans.
3 septembre—13,27—oct 3, 10

DIX-NEUVIEME ETAT ANNUEL DES AFFAIRES DE

la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent.

Nouvelle-Orléans, 30 mai 1868.

LES DIRECTEURS, conformément à la Charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie le 30 avril 1868—
Primes d'incendie, dans l'année ... $[illegible],122 [illegible]
Primes de mer " " ... 34,087 [illegible]
Primes de rivières " " ... 177,864 [illegible] — $587,770 [illegible]
Total net des primes ... $447,864 [illegible]
Pertes par l'incendie, payées et évaluées ... $ [illegible]
Pertes de mer ... 67,674 00
" rivières ... 38,572 47
Taxes payées ... 28,019 54
Payé—réassurance et comptes en lieu de scrip ... 69,100 00
Payé—intérêts, primes remboursées, frais généraux, escomptes, etc ... 67,640 [illegible] — $396,919 13
Bénéfice net ... $51,[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:
Effets à recevoir ... $ 37,494 [illegible]
Prêts sur bons et hypothèques ... 69,343 [illegible]—106,837 [illegible]
En caisse ... $104,577 34
Prêts garantis par actions sur demande ... 63,000 00—$167,577 34
Prêts garantis par actions à terme ... $11,200 00
Propriétés foncières ... 75,000 00
Scrip d'autres compagnies et compte de scrip ... 65,062 46—$151,272 [illegible]
Bons consolidés de la ville ... $30,000 00
Bons de la ville ... 26,500 00
Actions de Banques et autres ... 136,937 17—$393,617 19
Coupons pour bons de la ville, échus ... $3,400 00
Dû pour prime et en voie de perception ... 41,[illegible]
$779,[illegible]

La Compagnie possède également:
Billets suspendus, actions et bons ... $[illegible]
Compte de scrips forfaits ... [illegible]
Intérêts non réclamés ... $7,000 [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.
THOS. A. ADAMS, Président.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 23 mai 1868.
PARIS CHILDRESS, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent, à partir du deuxième lundi de juillet prochain, aux porteurs des certificats de scrip non encore payés. Les Directeurs ont en outre déclaré un dividende-scrip de trente-trois et un tiers pour cent sur le montant net des primes ayant droit de participer au bénéfice net de l'année expirant le 30 avril 1868. Il sera émis des certificats pour le dividende-scrip, à partir du premier lundi d'août prochain, sans taxe du gouvernement.

THOS. A. ADAMS, Président.
SAMUEL KENNEDY, Vice-Présid.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

DIRECTEURS—
John Watts, C. T. Buddecke,
Samuel B. Newman, P. B. Foley,
Wm. Edwards, A. G. Ober,
P. Simms, A. Thompson,
John Phelps.

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:
Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1868, y compris les primes non expirées de l'année précédente:
Sur les risques d'incendie ... $813,604 [illegible]
Sur les risques de mer ... 286,734 17
Sur risques de rivières ... 50,542 [illegible]
Total $1,151,[illegible]
En moins—Primes sur risques non expirés le 31 avril 1868 ... $285,947 00
Primes remboursées ... 23,471 07 — $309,316 [illegible]
Montant net des primes au 31 mai 1868 ... $801,644 15

Pertes payées:
Sur les risques d'incendie ... $271,226 37
Sur les risques de mer ... 173,940 [illegible]
Sur les risques de rivières ... 45,829 [illegible]
$491,006 91
Taxes ... 28,012 61
Réassurances, Dépenses, Profits et Pertes, moins intérêt ... $105,[illegible] — $624,314 [illegible]
Bénéfice net ... $277,329 [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:
Propriétés foncières ... $150,617 97
Billets garantis par hypothèques ... 675,807 [illegible]
Billets garantis par nantissements ... 80,147 [illegible]
En caisse ... 128,475 [illegible]
Actions de banques et de chemin de fer ... 194,[illegible]
Primes en voie de perception ... 90,[illegible]
Bons de la ville ... 26,[illegible]
Effets à recevoir ... 137,154 [illegible]
Scrips de Compagnies d'Assurances ... 49,[illegible]
Actions "Dry Dock Vallette" ... 15,600 [illegible]
Actions de la Presse "Levee Steam" ... 5,000 [illegible]
Actions "Marine Dry Dock" ... 3,700 [illegible]
Actions "Merchants' Exchange" ... 1,000 [illegible]
Actions "Lightering & Wrecking Co" ... 1,[illegible]
Actions "La Equitable Life Ins Co ... 250 [illegible]
Bons de l'Etat ... 1,500 [illegible]
Total ... $1,[illegible]
En moins: Intérêts non réclamés et intérêts à payer en juillet prochain ... $101,346 15
35 0/0 du scrip de 1859 payable en juillet ... 70,675 [illegible]
Primes sur risques non terminés le 31 mai 1868 ... 285,947 00 — $[illegible]
Actif net ... $1,007,[illegible]

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.
JOHN PEMBERTON, Président.
PAUL FOURCHY, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE. Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi ce 9 juin 1868.
PAUL W. COLLENS, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

A une assemblée des Directeurs tenue le 9 juin 1868, il a été résolu de déclarer un dividende en scrip de TRENTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrip seront émis le premier août prochain. Il a été aussi résolu de PAYER, le second lundi de juillet prochain, Trente-cinq pour cent sur le Capital du Scrip de 1859, et six pour cent d'intérêt sur tous les scrips émis par la Compagnie.

— Directeurs —
John Pemberton, P. Maspero, Pierre Poutz,
M Puig, David McCoard, S Z Relf,
Chas. Sagory, J J Fernandez, L F Generes,
P S Wiltz, J Morgan Hall. 10 juin

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:
Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868 ... $548,569 [illegible]
Savoir:
Primes d'incendie ... $296,272 [illegible]
Primes de mer ... 128,136 [illegible]
Primes de rivières ... 169,097 15 — $548,569 [illegible]
En moins:
Primes remboursées ... $ 5,389 75
Primes non expirées ... 40,145 [illegible] — $ 45,604 [illegible]
Montant net des primes ... $502,915 [illegible]
Pertes payées:
Pertes par l'incendie ... $ 62,697 [illegible]
Pertes sur mer ... 184,873 [illegible]
Pertes sur les rivières ... 94,502 [illegible]
$342,062 14
Escomptes au lieu de scrip ... 34,346 [illegible]
Taxes et Revenu intérieur ... 24,741 [illegible]
Dépenses, loyer, etc, compte d'escompte ... 22,210 [illegible]
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868 ... 37,777 [illegible] — $461,319 [illegible]
Réservé pour pertes non réglées ... $ 11,277 [illegible]

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finance de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après amples déductions, être équivalent à un capital comptant de $620,000, savoir:
Placé en propriétés foncières ... $66,[illegible]
Hypothèques sur propriétés foncières ... 79,919 [illegible]
Placé en bons de la ville et autres bons ... 52,[illegible]
Placé en actions de banques et autres actions ... 129,[illegible]
Placé en scrip de Compagnie d'assurance ... 126,[illegible]
Prêts garantis ... 15,200 [illegible]
Effets à recevoir ... 65,[illegible]
Primes en voie de perception ... 97,[illegible]
Encaisse ... 111,613 [illegible]
$737,[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE. Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 23 mars 1868.
PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

— Directeurs —
Charles Briggs, A. R. Montgomery,
Ant. Carrière, A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick, Frank Williams,
A. Brugier, Thomas Byrne,
Chas. Lafitte, John Thornhill,
John S. Manson, W. A. Violett,
F. Anderson, Hugh McDonald,
Alfred Kearny, Wm. M. Pinckard,
A. Freriche, John S. Walton,
George W. Dunbar, George Foster,
S. P. Stockmeyer, Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson, L. S. Pothier,
Arch'd Montgomery, John Mixon, Jr.,
Henry J. Voss, A. Piaggio,
E. Marqueze, James Gallier,
Chas. Weisheit, Rudolph Sieg,
H. Givon. 24 mars

HYPOLITE BELOT vs VICTOR GERODIAS.

QUATRIEME Cour de District pour la Paroisse d'Orléans—No 21,845—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'honorable Quatrième Cour de District pour la Paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix d'octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit.

1o Un terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, faisant partie du terrain désigné par le numéro douze, dans l'îlet compris entre les rues du Maine, Ste Anne, Johnson et Galvez et mesurant, le dit terrain, d'après un croquis annexé à un acte au rapport de A. Dorlocourt, notaire public en cette ville, en date du 12 février 1864, portant vente par Félix M. Jacobs au défendeur trente sept pieds trois pouces de face à la rue du Maine, environ cent dix pieds sur la ligne limitrophe de la propriété de F. M. Jacobs, environ cent dix sept pieds sur la ligne limitrophe de la propriété de Gazile ou ayant causes, cette dernière ligne formant de manière à former une pointe dans le fond.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

2o Le même terrain ci-dessus décrit, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Félix M. Jacobs suivant acte au rapport de A. Dorlocourt, notaire public en cette ville, en date du 12 février 1864.

3o. Et un terrain situé dans l'îlet susdit et mesurant trente pieds de face à la rue du Maine, sur cent-vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles.

Ensemble avec les dépendances et appartenances.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Jean Alphonse Dieudonné suivant acte au rapport de A. Dorlocourt, notaire public en cette ville, en date du 14 mai 1861.

Saisies dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
THOS L. MAXWELL, Shérif de la Paroisse d'Orléans.
3 sept—26 27—8 29 oct

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 9th day of June, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit: No. 22,974—Mrs. M. S. McArthur wife of C. F. Dupieche, her husband.—On motion of F. Michinard, of counsel for plaintiff, and on introducing due proof in her favor and by reason of the law being in favor of her husband, it is ordered adjudged that the judgment by default herein entered on the 9th of June, 1868, be now confirmed and made final; that there be judgment in favor of plaintiff, Margaret Susannah McArthur, wife of Charles Fergus Dupieche, and against the defendant, the said Charles Fergus Dupieche, her husband, that said parties be separated in property, the community of acquets and gains hitherto existing between them be dissolved, and that plaintiff have the sole control and management of her paraphernal property. It is further ordered and adjudged that plaintiff do have and recover from the defendant the sum of twelve thousand dollars, being the amount of his separate paraphernal property received by him, with legal interest thereon from judicial demand till paid, and costs of suit, and with the lien and privilege granted by law to married women on the property of their husbands of secure their paraphernal rights.

Judgment signed June 25th, 1868.
(Signed) PAUL E THEARD,
Judge of the Fourth District Court of New Orleans, acting for Judge Duplantier, who is sick.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this first day of July, in the year of our Lord One Thousand Eight Hundred and Sixty-Eight, and the Ninety-Second year of the Independence of the United States.
[L. S.] WM. WOELPER,
sept 5 [illegible]

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. F. Janvier, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harmon Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Firemen's Insurance Co. of New Orleans—B L Millaudon, President; E N Gauchenaud, Sec'y.

Germania Insurance Company, No. 130 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Alfred Moulton, President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Ganucheau, President; L. W. Bazile, Secretary.

Louisiana Equitable Life Insurance Co., No 142 Canal street.—Joseph Allison, President; W P Harper, Sec'y.

Union Insurance Company, 18 St. Charles street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, corner Camp and Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.

Pelican Mutual Insurance Company, No. 28 Camp street—Chas. Romans, President; A Tarleton, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Lloyd R. Coleman, President; Chas. Engstfeld, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1868 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made:

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those mentioned above.
11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated.

Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph 6.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(*Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.*)

TAXABLE PROPERTY.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—5 cents.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$1.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J B Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, 30 Camp street—E. H. Summers, President; Charles Fourie, Jr., Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.

First National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President; Jules Cassard, Cashier.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. P. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blanc, President pro tem.; L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 122 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Oreant, Cashier.

Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President; Numa Augustin, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President; John G. Devereux, Act. Cashier.

Samuel Smith & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, at the Mint Hotel—W. R. Whittaker, Asst. Treasurer; James A Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 1[illegible] Canal street—F. E. Lavillebeuvre, President; Geo. A. Frerot, Cashier.

Hurd & Co., No. 54 Camp street

Merchants' Bank, Camp street—Reynes, President; Thos J. Dix, Cashier.

Louisiana National Bank, Common street near Camp—James Robb, President; Jos. W Carroll, Vice President, and —— Hall, Cashier

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barley	48
Beans white	60
Beans castor	46
Buckwheat	52
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	70
" Meal	50
Hair, plastering	8
Lime, unslacked	80
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	33
Onions	50
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	60
" sweet	50
Peas	60
Rye	56
Seed Blue Grass	14
Seed, Clover	60
" Flax	56
" Hemp	44

Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

Wheat	60 lbs.	per bushel
Corn shelled	56	"
" in ear	70	"
Oats	32	"
Rye	56	"
Buckwheat	52	"
Barley	48	"
Malt	34	"

Banque d'Amérique.

Nouvelle-Orléans, 28 juillet 1868.

CONFORMEMENT aux sections 34 et 35 de l'acte intitulé "Acte pour établir un système général de Banques Libres dans l'Etat de la Louisiane" approuvé le 15 mars 1855—Avis est par le présent donné aux porteurs de Billets mis en circulation par cette Banque, et enregistrés par l'Auditeur conformément à la loi, d'avoir à présenter les dits billets pour être payés à la Banque ou au bureau de l'Auditeur de l'Etat, dans le courant d'une année à partir de cette date, ou à l'expiration de cette date les fonds déposés par la Banque pour le rachat des billets seront réclamés.

J. B. MORTIMER, Caissier.
28 juillet—1an—tl 15 j

THE NATIONAL

TELEGRAPH COMPANY.

A new enterprise to be know as the National Telegraph Company has been organized with valuable franchises conferred by a recent act of Congress, for the purpose of establishing Trunk lines of Telegraph on all the principal railroads and mail routes in the United States. The stock is to be issued upon the same principle as that of the Merchants' Union Express Company, which recently commenced operations. The design is to interest the entire business community in the enterprise. This is done, not so much to dispose of the stock as it is to secure the business of the country through which the lines pass.

The Capital is to be

$10,000,000

In 100,000 Shares of the par value of

$100 Per Share.

But the actual amount to be paid in Cash is

$35 PER SHARE.

And this amount is to be paid as follows: One per cent at the time of subscribing, and no more, until the entire capital has been subscribed, and then on calls to be made by the Board of Directors; instalments not to exceed five per cent per month. When thirty-five per cent of the par value of the shares has been paid, certificates of stock will be issued. This will give the Company a paid up

Cash Capital of $3,500,000,

Which will be sufficient to duplicate lines to all, or nearly all, the paying points reached by the present monopoly.

The present telegraph Companies of the country have been consolidated into one huge monopoly, and are now earning over six millions of dollars per year, or over one hundred per cent on the actual cost of their lines, their present capital having been watered over one thousand per cent.

The National Telegraph Company have a recognition from the United States Government of the importance of their enterprise, with a grant of the most valuable franchises ever conferred upon a Telegraph Company. No competing line has ever had the right now granted by Congress to this Company to construct and operate lines over every Railroad and Mail Route in the United States. The position of this Company differs from that of any company ever before organized. The question of the right way is forever settled.

The Stockholders of this Company cannot be sold out or transferred to any other Company. The act of Congress under which this Company has been organized, prohibits any transfer of the franchise granted.

CALLS---HOW TO BE MADE.

One per cent of the Stock will be required on subscribing, and subsequent calls, not to exceed five per cent per month, will be made by the Board of Directors, from time to time, as may be necessary, any supply funds to construct and equip the lines, but no calls will be made after the one per cent is paid until the entire Capital Stock shall have been subscribed.

ACTUAL CAPITAL REQUIRED.

The Company confidently believe that thirty-five per cent of the Capital Stock will construct and fully equip

25,000 Miles Of Wire,

Which will connect all the commercial centres and important places in the United States. This opinion rests upon the most reliable estimates and responsible offers to construct and equip the lines.

The National Telegraph Company is organized under the laws of the State of New York and franchises conferred by an act of Congress, approved July 24, 1866.

President—GEORGE B. SENTER, of Cleveland, Ohio.

Vice President—ROBERT SQUIRES, of New York City.

Secretary—GEORGE S. WALTER, of New York City.

COMPANY'S OFFICE.

Nos. 64 and 66 Broadway, New York.

A limited amount of the Capital Stock of this Company is allotted to this locality, and those having an opportunity, and subscribing, will be placed upon equal terms with its corporators, and will secure the interest in all franchises which have accrued or may hereafter accrue to the Company from any and all sources.

Subscriptions will be received by

DANIEL EDWARDS,

Resident Director for the States of Alabama, Mississippi, Texas and Louisiana, 28, 30 and 32 New Levee street, New Orleans, La.,

—or—

D. WEBSTER,

At the office of R. G. Dun & Co., No. 70 Canal street.

Parties subscribing to the Stock will communicate the same by letter to the Resident Director, DANIEL EDWARDS, of this city, at the time of subscribing.
sept5—3m eod.

Merchants' Mutual Insurance COMPANY OF NEW ORLEANS.

FOURTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following

STATEMENT:

Premiums received during the year ending 31st May, 1868, including unearned premiums of the previous year:
On Fire Risks ... $ 813,604 [illegible]
On Marine Risks ... 286,734 17
On River Risks ... 50,542 [illegible]
Total Premiums ... $1,151,[illegible]
Less Premiums Unearned 31st May, 1868 ... $285,947 00
Return Premiums ... 23,471 07—$ 309,316 [illegible]
Net Earned Premiums 31st May, 1868 ... $ 801,644 15

Losses paid:
On Fire Risks ... $271,226 37
On Marine Risks ... 173,940 [illegible]
On River Risks ... 45,829 [illegible]
$491,006 91
Taxes ... 28,015 61
Reinsurance, Expenses, Profit and Loss, less interest ... 105,[illegible] 94 — 624,31[illegible]
Net Profit ... $ 277,329 [illegible]

The Company have the following assets:
Real Estate ... $ 150,617 97
Notes Secured by Mortgage ... 675,807 [illegible]
Notes Secured by Pledge ... 80,147 [illegible]
Cash on hand ... 128,475 [illegible]
Premiums in course of Collection ... 90,7[illegible]
City Bonds ... 26,[illegible]
Bank and Railroad Stocks ... 194,[illegible]
Bills Receivable ... 137,154 [illegible]
Scrips of Mutual Insurance Companies ... 49,[illegible]
Stock of Vallette Dry Dock Company ... 15,600 [illegible]
" Levee Steam Cotton Press ... 5,000 [illegible]
" Marine Dry Dock ... 3,700 [illegible]
" Merchants Exchange ... 1,000 [illegible]
" Lightering and Wrecking Co. ... 1,[illegible]
" Louisiana Equitable Life Ins. Co. ... 250 [illegible]
State Bonds ... 1,500 [illegible]
Total ... $1,[illegible]
Less:
Unclaimed interest and interest payable in July next on all outstanding Scrips of the Company ... $101,346 15
Thirty-five per cent. of Scrip issue of 1859, payable in July ... 70,675 [illegible]
Unearned Premiums 31st May, 1868 ... 285,947 00—$[illegible]
$1,007,[illegible]

The above Statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.
JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me, this 9th day of June, 1868.
PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 9th day of June, 1868, it was resolved to declare a Scrip Dividend of THIRTY PER CENT. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th May, 1868, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay on and after the second Monday in July next THIRTY-FIVE PER CENT. ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

DIRECTORS:
John Pemberton, P. Maspero, David McCoard,
M. Puig, L. F. Generes, Pierre Poutz,
Chas. Sagory, John Morgan Hall, S. Z. Relf,
P. S. Wiltz, J. J. Fernandez.

AN ACT

To Create a Board of Registration to Superintend the Registration of the Qualified Electors of this State.

Sec. 1. *Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana in General Assembly convened*, That the Governor, by and with the advice and consent of the Senate, shall immediately after this act becomes a law appoint a Board, consisting of a chairman and two other members, who shall constitute and be known as a Board of Registration, whose duty shall be to cause to be registered every qualified elector in the State, in accordance with the provisions of the constitution thereof, and said Board shall hold its meetings and have its place of business in the city of New Orleans, and the term of office of said Board shall expire on the fifteenth day of December, 1868

Sec. 2 *Be it further enacted*, etc., That said Board of Registration is hereby required to appoint a necessary number of supervisors of registration, not exceeding three in each parish, except the parish of Orleans, wherein said Board shall appoint a number not exceeding three in each municipal district in the city of New Orleans, and not exceeding three for the right bank, whose term of office shall commence on the tenth day of September, 1868, or as soon thereafter as they may receive their appointment, and expire on the tenth day of November, 1868; that the registrars shall each receive eight dollars per day for time they are actually employed, and the supervisors shall receive five dollars per day, and the supervisors shall also be reimbursed for all necessary actual traveling expenses incurred upon producing sub vouchers and making affidavit that the expenses were incurred and were actually necessary for the performance of their duty. All accounts of the supervisors shall be forwarded to the Board of Registration for examination, and if found correct, shall be approved by the chairman of the Board before payment The said Supervisors shall, before entering upon the discharge of their duties, take and subscribe the constitutional oath, and shall transmit a copy of the same to the Board of Registration.

Sec. 3. *Be it further enacted*, etc, That the Registrars shall each give bond with good and solvent security in the sum of one thousand dollars, for the faithful performance of the duties of their office, to be approved by the Governor and filed in the office of the Secretary of State.

Sec. 4 *Be it further enacted*, etc, That the Supervisors of each parish shall keep their office, except in the parish of Orleans at the courthouse of the parish, and may establish such place for the registration of voters other than the courthouse, not exceeding three in number, as may be necessary to enable electors to register with as little inconvenience as possible; and in all cases publication of the offices of registration, as selected by the Registrars and Supervisors, shall be made for thirty days in the official journal In the parish of Orleans the Board of Registration will establish offices in such districts at such places as will facilitate the registering of voters as far as possible.

Sec. 5. *Be it further enacted*, etc, That said Board of Registration, or the Supervisors so appointed by them as aforesaid, for each parish, shall require every person, before he is registered as a voter, to take and subscribe any of the following affidavits as the case may be required, and any member of said Board of Registration or any Supervisor is hereby authorized to administer said oaths:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I am twenty one years of age, was born (or naturalized, as the case may be.) in the United States, and am subject to the jurisdiction thereof, and have been a resident of the State of Louisiana since the —— day of ——, and a resident of this parish since the —— day of ——, and that I am not disfranchised for any of the causes stated in the first paragraph of article ninety nine of the Constitution of this State.

And I do further solemnly swear (or affirm, as the case may be,) that I did not hold any office, civil or military, for one year or more, under the organization styled "the Confederate States of America;" that I never registered myself as an enemy of the United States; that I never acted as leader of guerrilla bands during the late rebellion, that I never, in the advocacy of treason, wrote or published newspaper articles or preached sermons during the late rebellion, that I never voted for and signed an ordinance of secession in any State

The last paragraph of the above affidavit shall be dispensed with, where the person applying for registration shall produce and exhibit to the Registrar or Supervisor the certificate of the Secretary of State, showing that he has relieved himself from the disability contained in the clauses of said affidavit, by voluntarily writing and signing a certificate setting forth that he acknowledges the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that he regrets any aid and comfort he may have given it, and showing that such certificate has been filed in the office of the Secretary of State and been published in the official journal, as is required by article ninety nine of the Constitution, and the act of this General Assembly prescribing the requisite forms of such certificate, and the registry and publication thereof, and if the party applying for registration has lost or mislaid such certificate of the Secretary of State, he shall be required to take and subscribe, in lieu thereof, the following affidavit:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I have voluntarily written and signed a certificate setting forth that I acknowledge the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that I regret any aid and comfort I may have given it, and that I have caused such certificate to be filed in the office of the Secretary of State, and that it has been published in the official journal, according to the requirements of article ninety nine of the Constitution, and according to the forms required by this General Assembly, and that I have either lost or mislaid the certificate of the Secretary of State showing the above facts

That taking and subscribing the affidavits required by the preceding part of this section shall not prevent the Registrars or Supervisors from receiving other evidence showing that the party applying for registration is not entitled to register, and they shall have a right to examine under oath, to be administered by themselves or other competent authority, any witness to prove any fact pertinent to the right of any one to register, and shall decide from the evidence whether the party so applying is entitled to register

Subject to appeal to the Board of Registration, which Board shall have power to hear and determine such appeals

That if any person applying to register claims to be relieved from the disabilities contained in the second clause of the aforesaid affidavit under the proviso to article ninety nine of the Constitution, he shall be required to take and subscribe the following affidavit:

I, ——, do solemnly swear (or affirm as the case may be), that prior to the first of January, eighteen hundred and sixty eight, I favored the execution of the laws of the United States popularly known as the Reconstruction Acts of Congress, and openly and actively assisted the loyal men of the State in their efforts to restore Louisiana to her position in the Union

Any person who shall swear falsely to any of the foregoing affidavits, or any clause thereof, shall be deemed guilty of perjury, and on conviction thereof, shall be punished as prescribed by law

Sec. 6. *Be it further enacted, etc.* That it shall be the duty of the Supervisors to record in a good, substantial book prepared for the purpose, the names of all duly qualified voters residing in their respective districts, that the following particulars shall be recorded, and in the following order: Date of registry, number, name, residence, ward or precinct, length of residence in the parish and State, whether native born or naturalized, with the signature or mark of the voter, and in the event of the voter making his mark, the Registrar shall attest the same, and the Board of Registration shall cause to be made a duplicate copy of said registration, which shall be deposited in complete condition, before the expiration of their term of office, in the office of the Clerk of Court in each parish, except the parish of Orleans, and the original registration book shall be deposited as soon as said registration is completed in the office of the Secretary of State

Sec. 7. *Be it further enacted, etc.*, That every naturalized citizen shall be required to produce a certificate of his naturalization from the court in which he was naturalized and in the event of his having been naturalized to any court of this State, and he has lost his certificate, it shall be the duty of the clerk of said court to furnish to such citizen, free of cost, within one week, a duly certified copy of his naturalization, and the clerk of any court so refusing shall be liable to a fine of not less than twenty five nor more than one hundred dollars, recoverable before any court of competent jurisdiction

Sec. 8 *Be it further enacted, etc.*, That should the applicant for registry have been born without the limits of the United States, and afterwards became a citizen thereof, other than by naturalization in the Courts, then he shall make affidavit, and set forth the circumstances where by he became a citizen, such as the naturalization of his father, or by his residence in any State or Territory when the same was acquired by or ceded to the United States, or any other manner whereby, under the laws of the United States, he would become a citizen thereof—*Provided*, That affidavits authorized to be made by this act, may be sworn to before the Supervisors, but in no case, or under any circumstances, shall the Supervisors make any charge, or demand any fee, under penalty of removal from office

Sec. 9 *Be it further enacted, etc.*, That the Supervisors shall issue to every citizen, at the time he is registered, a certificate exactly corresponding in number, name, residence, etc, with the original registry, and the presentation of such certificate to the Commissioners of Election shall be full proof of the facts therein contained, and of the elector's right to vote at the date of granting of such certificate.

Sec. 10. *Be it further enacted, etc.*, That it shall be the duty of all Supervisors to issue to any registered voter, a duplicate certificate upon his making affidavit that the original has been lost or destroyed, said affidavit to be made on the back of the duplicate so issued.

Sec. 11. *Be it further enacted, etc.*, That the Supervisors shall each keep an index book in which shall be entered alphabetically the names of all registered voters, with the number of their certificate; and also a similar index book to the names of all persons refused registration, with a proper reference to the folio or number of the same

Sec. 12 *Be it further enacted, etc.*, That on or before the fifteenth of December, 1868, that said Board of Registration shall prepare and submit a full and complete report of the cost and of expenses of said registration, number of votes registering in each parish, and any information that they may deem proper at the next meeting of the General Assembly.

Sec. 13 *Be it further enacted, etc.*, That the said Board of Registration, on the expiration of their term of office, shall deposit in the office of the Secretary of State all books and records pertaining to the said Registrars

Sec. 14. *Be it further enacted, etc.*, That the expenses authorized to be incurred by this act shall be paid out of the Treasury of the State upon proper vouchers, duly certified to and approved by the Board of Registration

Sec. 15 *Be it further enacted, etc.*, That the registration of the voters of this State shall be closed nine days before the first Tuesday after the first Monday of November, A. D. 1868 and it shall be the duty of the Supervisors of Registration in every parish in this State to make out and furnish certified copies of the registered voters in each election precinct and polling place of each parish to the Commissioners of Election in each precinct or polling place, to be used at the election or elections to be held in November, A D. 1868, if any such are ordered held, and at any subsequent election until otherwise provided for, and failure of the Supervisors to furnish such copies of registered voters, shall subject each of such delinquent Supervisors to a fine of not less than one hundred or more than five hundred dollars, to be recovered for the use of the parish in which the failure to perform the duty occurred, to be sued for in the name of the parish, and it shall be the duty of the District Attorney *pro tempore* of each parish to institute suit whenever any such delinquency shall be brought to his knowledge by any member of the Police Jury or Commissioners of the Election, who failed to have been furnished with the copies aforesaid, or is known to him self, or that he has reasonable cause for to believe from other evidence to be true

Sec 16 *Be it further enacted, etc.*, That the Supervisors of Registration in each parish of this State shall divide the same into as many precincts, not to exceed the number now established by law, as to them may seem advisable, and direct what number of polls or voting places shall be established in each precinct, and to fix the places of holding thereof, and to appoint Commissioners for each poll or voting precinct.

Sec 17 *Be it further enacted, etc.*, That the Governor of the State shall, previous to any general election appoint in each parish of the State one Supervisor of Registration, to whom the Clerk of the Court shall deliver the books of registration delivered to him by the last Supervisors of Registration, and he shall receive the same and strike from them the names of the voters who have died or left the parish, or become ineligible for any legal cause, and to add thereto the names of all those who have removed into the parish since the last registration, or who were not then registered, and those who have since come of age, and generally to perfect the registration of the parish, and they shall close such registration nine days before the said general election and furnish to the Commissioners of Election of each voting place or poll copies of the registered voters of their precinct, and within ten days after such general election such Registrars shall redeliver to the Clerks of the Courts the books of registration, with all the additions and amendments made thereto, as herein provided.

Sec 18 *Be it further enacted, etc.*, That it shall be the duty of the Supervisors of Election in every parish of this State, (except the parish of Orleans) to appoint one or more suitable persons to attend at each voting poll, whose duty it shall be to convey the box to receive the votes to the place of holding the election, and to deliver the same to the Commissioners of Election, and to attend the Commissioners of Election during the whole time of holding the election, and to obey all legal orders of such Commissioners, in keeping order at or near the polls, suppressing riots, or disorders of any kind, and to make all such arrests as may be ordered by the said Commissioners Any person who may resist or oppose such persons in the discharge of their said duties, upon conviction thereof, shall be punished, as is prescribed for resisting an officer

Sec 19 *Be it further enacted, etc*, That all acts and parts of acts heretofore passed touching the registration of voters be and the same are hereby repealed.

Sec 20 *Be it further enacted, etc*, That this act shall take effect from and after its passage

[Signed] CHAS W LOWELL,
Speaker of the House of Representatives.
[Signed] OSCAR J DUNN,
Lieutenant Governor and President of the Senate
Approved September 7, 1868
[Signed] H. C. WARMOTH,
Governor of the State of Louisiana.
A true copy:
GEO E. BOVEE,
Secretary of State.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867.

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866 ... $321,580 [illegible]
Premiums on Marine Risks ... $ 42,002 [illegible]
Premiums on River Risks ... 107,250 [illegible]
Premiums on Fire Risks ... 172,327 [illegible] — $321,580 [illegible]
Less Return Premiums ... 1,309 [illegible]
Less Premiums on Risks not terminated in 1867 ... 39,851 [illegible] — 41,160 [illegible]
Net earned Premiums year December 31, 1867 ... $280,120 10

Losses paid during same period:
On Marine Risks ... 25,890 74
On River Risks ... 106,[illegible]
On Fire Risks ... 36,[illegible]
168,085 14
Re-insurance ... 13,947 [illegible]
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest ... 35,708 [illegible] — $217,740 70
Remaining ... 62,380 [illegible]
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip ... 57,[illegible]
Reserved for Unadjusted Losses ... 5,[illegible]

The Company have the following assets:
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each ... 347,000 [illegible]
30 Bonds State of Louisiana of $1,000 each ... 30,000 [illegible]
32 Bonds State of Louisiana of $500 each ... 16,000 [illegible]
60 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each ... 60,00[illegible]
U. S. 5-20 Bonds of—$500 ... [illegible]
1 share Vallette Dry Dock Company—$1000 each ... 1,000 [illegible]
[illegible] shares Bank of New Orleans—$[illegible] each, valued at $[illegible] ... 24,000 [illegible]
450 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $[illegible] ... 22,500 [illegible]
[illegible] shares Canal Bank—$[illegible] each, valued at $50 ... 20,200 [illegible]
[illegible] shares Mechanics' and Traders' Bank—$[illegible] each, valued at $[illegible] ... 20,000 [illegible]
38 shares Crescent City Bank—$[illegible] each, valued at $[illegible] ... 1,[illegible]
[illegible] shares Merchants' Bank—$[illegible] each valued at $[illegible] ... 1,[illegible]
Cash on hand ... 41,[illegible]
Real Estate No. 79 Camp street ... 30,000 [illegible]
Loans on Pledges ... 62,415 [illegible]
Bills Receivable ... 12,[illegible]
Less Bad and Doubtful ... 6,344 [illegible] — 6,[illegible]
Outstanding accounts in course of Collection ... 70,[illegible]
Less Bad and Doubtful ... 10,211 [illegible] — 60,[illegible]
Scrips of other Insurance Companies ... 8,[illegible]
Total Assets ... $673,724 [illegible]

The above statement is a just true and correct transcript from the books of the Company.
ALFRED MOULTON, President.
A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS CITY OF NEW ORLEANS Sworn to, and subscribed before me, this 14th day January, 1868.
PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash on all outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.
ALFRED MOULTON, President.
WM M PERKINS, Vice President.
A W HUNTER, Secretary.

TRUSTEES
R. K. Converse, E. F. Ethell,
Robert Hare, Jos. H. Isaacs,
Jos. Hoy, J H Ludwigsen,
Alfred Moulton, A. H. May,
J. M. Allen, Jos. T. Moore,
Jno. C Rogers, W. M. Perkins.
jan17 1m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 22d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz:
On Fire Risks ... $186,471 86
On Marine Risks ... 65,930 [illegible]
On River Risks ... 65,402 34 — 317,804 71
Add unterminated risks, of 1866 ... 66,395 00 — $384,[illegible] 71
Deduct unterminated risks for 1867 ... 66,416 00
Return premiums for 1867 ... 2,508 04 — $ 68,914 04
Net earned premiums 31st Dec., 1867 ... $321,[illegible]

Losses paid during same period, viz:
On Fire Risks ... $93,051 12
On Marine Risks ... 38,641 76
On River Risks ... 35,022 94 — 166,715 82
Add re-insurances ... 2,507 75
do on Prem ... 46,466 27 — 48,974 [illegible]
Expenses, Taxes, Rent, Accounts, Profit and Loss, etc. less discount and Interest ... 71,610 31
Reserved for payment of interest on Scrips due in 1868 ... 86,213 19 — $ 394,[illegible]
Net profits ... $ 37,161 [illegible]

The Company have the following Assets, viz:
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c ... $167,200 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds valued ... 86,800 00
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c ... 71,400 00
Twenty five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c ... 17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 80c ... 2,400 [illegible]
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 60c ... 3,600 [illegible]
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds valued at 50c ... 4,500 [illegible]
Bank and Gas Stocks, etc ... 165,455
Loans on Pledge ... 25,100 [illegible]
Loans on Mortgage ... 52,000 [illegible]
Bills Receivable ... 11,326 [illegible]
Premiums due in course of collection ... 47,125 [illegible]
Scrips of other insurance companies ... 12,[illegible]
Uncurrent funds ... 4,000 [illegible]
Coupons on City Bonds due, not collected ... 15,000 [illegible]
Cash on hand ... 54,974 [illegible]
$767,768 [illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company
THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary

STATE OF LOUISIANA Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me this 23d day January, 1868.
PARISH CHILDRESS, Second Justice of the Peace Parish of Orleans

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next: And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.
THOMAS SLOO President.
JOHN G GAINES Vice President.
THOS ANDERSON Secretary

DIRECTORS
Jno. G. Gaines, R. J. Hart,
Henry Renshaw, Jno. C. Riche,
H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer,
S. Bisco, J. B. Bres,
J. C. Sarelli, Thos Sloo,
Thos A James. jan[illegible]

JACOB OTT Carpenter

Strict attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 28 Tivoli Circle, or at L. DUCAR's corner Toulouse and Chartres streets promptly attended. nov11—

INSURANCES.

N. O. Mutual Insurance Company

EIGHTH ANNUAL STATEMENT

Premiums during the year ending 31st December 1867.
On Fire Risks ... $319,936 16
On Marine Risks ... 68,[illegible] 44
On River Risks ... 22,790 01
Total Premiums ... $411,[illegible]
Less: Premiums unearned 31st December, 1867 ... $118,862 00
Return Premiums ... 4,115 41 — $122,977 4[illegible]
Net earned Premiums ... $291,[illegible]

Losses:—
On Fire Risks ... $ 86,789 [illegible]
On Marine Risks ... 21,[illegible]
On River Risks ... 19,[illegible] 44
$140,[illegible]
Taxes ... 14,000 [illegible]
Reinsurance ... 3,774 31
Expenses, less interest account ... 10,190 [illegible]
Interest on Scrips ... 36,[illegible] — $194,979 [illegible]
Profit ... $ 97,449 1[illegible]

The Company have the following assets:
Bills receivable for Premiums ... $ 8,724 81
Notes secured by pledge and mortgage ... 218,307 [illegible]
Due for premiums in course of collection ... 50,285 [illegible]
Gas Light Co., City R. R. Co Stocks, City Bonds, etc ... 186,349 44
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies ... 23,136 [illegible]
Cash on hand ... 38,777 [illegible]
$555,[illegible]
Less: Depreciation on the above ... 22,[illegible]
Net ... $533,[illegible]
Less: Unearned interest on Scrips ... $ 7,[illegible]
Interest payable on outstanding Scrips ... 26,[illegible] — 34,[illegible]
$498,[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.
J. TUYES, President
J. W. HINCKS, Secretary

STATE OF LOUISIANA Parish of Orleans, City of New Orleans Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868
PAUL W. COLLENS Third Justice of the Peace

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December 1867 for which certificates will be issued on and after the second day of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS:—
George Urquhart, Chas. Lafitte,
A. Rochereau, J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock, A. Schriber,
T. S. Blanchard, John Gauche,
Wm. Stevens, W. T. Williams,
J. A. White, J. Tuyes.
Office—111 Canal street. jan17 1m and 1y

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:
Total Premiums for the year ending 29th February, 1868 ... $548,569 [illegible]
Viz—Fire Premiums ... $296,272 [illegible]
Marine Premiums ... 128,136 [illegible]
River Premiums ... 169,097 15 — $548,569 [illegible]
Less Return Premiums ... $ 5,389 75
Less Unearned Premiums ... 40,145 [illegible] — $ 45,604 [illegible]
Net Earned Premiums ... $502,915 [illegible]

Losses Paid:
Fire Losses ... $ 62,697 [illegible]
Marine Losses ... 184,873 [illegible]
River Losses ... 94,502 [illegible]
$342,062 14
Discount in lieu of Scrip ... 34,346 [illegible]
Taxes and Internal Revenue ... 24,741 [illegible]
Expenses, Rent, etc., less Discount Account ... 22,210 [illegible]
Six per cent. Interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868 ... 37,777 [illegible] — $461,319 [illegible]
Reserved for Unadjusted Losses ... $ 11,277 [illegible]

The Company have the following Assets, which in the report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after ample allowances and deductions are made to be equivalent to a Cash Capital of $620,000, viz:
Invested in Real Estate ... $ 66,[illegible]
Invested in Mortgage on Real Estate ... 79,919 [illegible]
Invested in City and other Bonds ... 52,[illegible]
Invested in Bank and other Stocks ... 129,[illegible]
Invested in Scrip of Insurance Companies ... 126,[illegible]
Loans on Pledges ... 15,200 [illegible]
Bills Receivable ... 65,[illegible]
Premiums in course of Collection ... 97,[illegible]
Cash on hand ... 111,613
$737,[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.
CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans Sworn to and subscribed before me, this 23d day of March, 1868.
PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday in May next.
CHAS. BRIGGS President
ANT CARRIERE, Vice President

TRUSTEES
Charles Briggs, A. R. Montgomery,
Ant. Carriere, A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick, Frank Williams,
A. Brugier, Thomas Byrne,
Chas. Lafitte, John Thornhill,
John S. Manson, W. A. Violett,
F. Anderson, Hugh Mcdonald,
Alfred Kearny, Wm. M. Pinckard,
A. Freriche, John S. Walton,
Geo. W. Dunbar, George Foster,
S. P. Stockmeyer, Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson, L. S. Pothier,
Arch'd Montgomery, John Mixon, Jr.,
Henry J. Voss, A. Piaggio,
E. Marqueze, James Gallier,
Chas Weisheit, Rudolph Sieg,
J. P. Givon. [illegible]

NINETEENTH ANNUAL STATEMENT —OF THE—

Crescent Mutual Insurance Company.

New Orleans, May [illegible], 1868.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th day of April 1868:
Fire Premiums for year ... $[illegible],122 [illegible]
Marine Premiums for year ... 34,087 [illegible]
River Premiums for year ... 177,864 [illegible] — $587,770 [illegible]
Total net earned Premiums ... $447,864 [illegible]
Fire losses paid and estimated ... $ [illegible]
Marine ... 67,674 [illegible]
River ... 38,572 [illegible]
Paid Taxes ... 28,019 [illegible]
Paid Reinsurance and discount in lieu of scrip ... 69,100 [illegible]
Paid, interest, return premiums, general expenses, less discount, &c ... 67,640 [illegible] — $396,919 1[illegible]
Net Profits ... $51,[illegible]

The Company have the following Assets:
Bills Receivable ... $ 37,494 [illegible]
Loans on Bonds and Mortgage ... 69,343 [illegible]—$106,837 [illegible]
Cash on hand ... $104,577 34
Loans on pledge of stocks on time ... 63,000 [illegible]—$167,577 34
Loans on pledge of stocks on time ... $ 11,200 00
Real Estate ... 75,000 [illegible]
Scrip of other companies and scrip account ... 65,062 [illegible]—$151,272 [illegible]
Consolidated City Bonds ... $ 30,000 [illegible]
City Bonds ... 26,500 [illegible]
Bank and other stocks ... 136,937 17—$393,617 [illegible]
Coupons for City Bonds past due ... $3,400 [illegible]
Due for premiums in course of collection ... 41,029 [illegible]
$779,[illegible]

The Company have also—
Suspended Notes, Stock and Bonds ... $[illegible]
Forfeited scrip account ... 7,000 [illegible]
Interest unclaimed for ... $7,000 [illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.
THOS. A. ADAMS, President
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans Sworn to and subscribed before me, this 23d day of May, 1868
PARIS CHILDRESS Second Justice of the Peace, Parish of Orleans

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in June next. The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of THIRTY-THREE AND ONE-THIRD per cent. on the earned premiums entitled to participate for the year ending April 30 1868, for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next, free of Government tax.

THOMAS A ADAMS, President.
SAMUEL H KENNEDY, Vice President.
HENRY V OGDEN, Secretary

DIRECTORS.
John Watts, C T Buddecke,
Samuel B Newman, P. B. Foley,
Wm Edwards, A. G Ober,
P. Simms, A Thompson,
John Phelps. may[illegible]

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

Office, No. 79 Camp street, Corner of Natchez street.

SIXTEENTH YEAR.

Premiums received during the year ending December 31, 1867 ... $321,580 [illegible]
Losses, taxes, expenses, re-insurance, etc., paid during same period ... 217,740 [illegible]
Assets on the 31st December, 1867 ... 673,724 [illegible]

This Company continues to insure against the perils of the Seas, Rivers, and loss or damage by Fire, at the current rates of premium.
ALFRED MOULTON, President.
WM M PERKINS, Vice President.
A. W HUNTER, Secretary.

TRUSTEES
J. M. Allen, J. H. Ludwigsen, R. K. Converse,
A. Moulton, Wm. Chambers, A. H. May,
E. F. Ethell, John T. Moore, Robert Hare,
Wm. M. Perkins, J. E Isaacson, John C Rogers.
[illegible]

TREATMENT —OF— SECRET AND CUTANEOUS DISEASES AFFECTIONS, SCROFULOUS ULCERATIONS, ERUPTIONS, ECZEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

E. GAUDUS,
Druggist, from the Paris University,
Corner Gent. and Burgundy Streets. oct1—

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIBET, Publishers.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 month net	3 mos. net	6 mos. net	9 mos. net	12 mos. net
One	$12	$22	$30	$40	$16
Two	20	35	50	60	[illegible]
Three	30	50	70	130	[illegible]
Four	30	75	90	130	[illegible]
Five	45	90	[illegible]	140	[illegible]
Six	50	95	100	175	[illegible]
Seven	55	105	120	[illegible]	[illegible]
Eight	65	115	150	[illegible]	[illegible]
Nine	70	125	160	[illegible]	[illegible]
Ten	75	135	160	[illegible]	[illegible]
Eleven	80	145	185	[illegible]	[illegible]
Twelve	85	155	210	[illegible]	[illegible]
Thirteen	90	165	220	410	[illegible]
Fourteen	95	175	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fifteen	100	185	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirty	175	[illegible]	[illegible]	750	[illegible]

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday morning. Subscription $5 per annum, in advance. Single copies ten cents.

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 mo.	3 mos.	6 mos.	9 mos.	12 mos.
One	$4 net.	$8 net	$[illegible] net	$[illegible] net	$[illegible] net
Two	8	16	20	32	[illegible]
Three	12	22	30	44	70
Four	15	27	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Five	19	[illegible]	62	[illegible]	[illegible]
Ten	30	55	75	120	[illegible]
Fifteen	[illegible]	75	100	[illegible]	[illegible]
Thirty	7[illegible]	12[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

PLATFORM OF THE Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do with the return of peace,

DEMAND,

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment; and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States [Thunders of applause]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government; the reduction of the standing army and navy; the abolition of the Freedmen's Bureau [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened; the credit of the Government and the currency made good; the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad; the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crime committed beyond their jurisdiction.—[Applause]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union under the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory Instead of restoring the Union it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy.

It has nullified there the right of trial by jury It has abolished the writ of habeas corpus, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit as required by the organic law

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals, and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution, while the learned Chief Justice has been subjected to the most atrocious calumnies, merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded any thing known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with its exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government and can only end in a single, centralized, consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States

That we regard the reconstruction acts (so called) of Congress, as usurpations unconstitutional, revolutionary and void

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard [Great applause]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people, and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged, we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren.

NEW ORLEANS POST OFFICE.

Time of Arrival and Departure of Mails.

Route [illegible]—New Orleans to [illegible] leaves daily (except Sunday) at 7 A. M. Arrives daily (except Monday) by [illegible] P. M.

Route [illegible]—New Orleans to [illegible] departs daily [illegible] P. M. Arrives daily at [illegible]

Route [illegible]—New Orleans to [illegible] departs Monday and Friday at 8 A. M. Arrives Monday and Friday mornings.

Route [illegible]—New Orleans to [illegible] City, departs Monday and Thursday at [illegible] A. M. Arrives Monday and Thursday at [illegible] P. M.

Route [illegible]—New Orleans to [illegible] Lower Coast departs Tuesday and Friday at 8 A. M. Arrives Sunday and Thursday

Route [illegible]—New Orleans to [illegible] departs daily at 3 P. M. Arrives daily by [illegible] A. M.

Route [illegible]—New Orleans to [illegible] departs Monday and Thursday at 8 A. M. Arrives Tuesday and Friday by 4 P. M.

Route [illegible]—New Orleans to [illegible] at 9 A. M. Arrives daily by [illegible] A. M.

Route [illegible], New Orleans to [illegible] all the offices [illegible] Ouachita parishes [illegible] day at 3 P. M. Arrives [illegible] Monday and Friday [illegible]

Mails for Lake Coast Tuesdays and [illegible] A. M., Saturdays [illegible]

Mails for Galveston, Houston, Indianola, [illegible] Brownsville, Brazos [illegible] New Orleans [illegible] Opelousas Railroad [illegible] Thursday

Tariff of Postage for Mexico [illegible] Indies, etc

Guadaloupe [illegible]

St. Vincent's [illegible]

Dutch Guiana—[illegible]

Cuba, Mexico, Hayti [illegible]

[illegible] Bolivia, Chili, Ecuador [illegible]

Office Hours

Opens at [illegible] o'clock [illegible]

Sundays, [illegible] o'clock A. M. [illegible]

(my[illegible]) Postmaster